

Trent, Peter F. *The Merger Delusion. How Swallowing Its Suburbs Made an Even Bigger Mess of Montreal* (Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 2012), 672 p.

Harold Bérubé

Volume 42, numéro 1, fall 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022059ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022059ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (imprimé)

1918-5138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

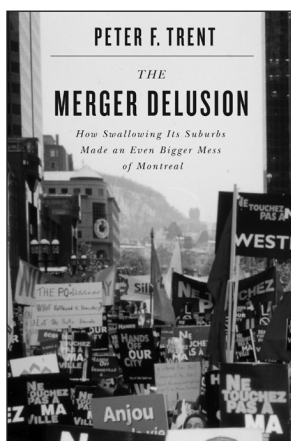
Bérubé, H. (2013). Compte rendu de [Trent, Peter F. *The Merger Delusion. How Swallowing Its Suburbs Made an Even Bigger Mess of Montreal* (Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 2012), 672 p.] *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 42(1), 53–54.
<https://doi.org/10.7202/1022059ar>

Book Reviews / Comptes rendus

Trent, Peter F. *The Merger Delusion. How Swallowing Its Suburbs Made an Even Bigger Mess of Montreal* (Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press, 2012), 672 p.

L'ouvrage recensé ici ne relève pas à proprement parler de l'histoire urbaine, même s'il offre beaucoup de matériel aux historiens qui s'attacheront éventuellement à l'histoire politique de Montréal au tournant du XXI^e siècle. Ses 672 pages et 19 chapitres (incluant une bonne centaine de pages de notes pour la plupart explicatives) constituent une chronique détaillée des débats entourant la réforme du gouvernement métropolitain de Montréal entre 1993 et 2011. L'identité de son auteur risque d'avoir un impact considérable sur la réception de l'ouvrage. Peter F. Trent fut maire de Westmount de 1992 à 2001 et occupe de nouveau ce poste depuis 2009. Comme il l'avoue lui-même, il porte deux « croix » lorsqu'il intervient sur la place publique québécoise : il est anglophone et maire d'une municipalité qui demeure étroitement associée à la richesse et aux privilèges. On aurait toutefois tort d'ignorer son témoignage, qui constitue une charge bien informée et menée contre la réforme municipale entreprise par le Parti québécois à partir de la fin des années 1990. Il faut avouer d'ailleurs que l'intérêt de l'ouvrage est en quelque sorte décuplé par l'actualité récente, plusieurs des acteurs compromis par les différents scandales qui secouent présentement le monde municipal québécois y tenant des rôles importants.

L'ouvrage est organisé chronologiquement. Une première section de trois chapitres tient lieu d'introduction, Trent y présentant une synthèse de ses positions, un aperçu de l'histoire et des caractéristiques de la société québécoise et un bref portrait de la municipalité dont il est maire. Dans ce chapitre, comme dans le reste de l'ouvrage, l'auteur relativise, avec raison, l'homogénéité, la fortune et la prospérité des habitants de Westmount, même s'il pousse parfois ces mises au point un peu trop loin. Les 16 chapitres suivants couvrent chacun une période d'environ un



an et sont eux-mêmes découpés en sous-sections souvent très courtes. Au fil des pages, Trent offre un récit détaillé des événements et de sa participation au débat, construisant un argumentaire élaboré contre les fusions effectuées par le gouvernement québécois et en faveur d'une plus grande autonomie municipale.

Dans l'ensemble, l'exercice est bien réussi. Trent alterne entre une description vivante, engagée, mais d'une grande honnêteté, des différents épisodes du débat, et l'analyse plus détaillée et posée de différents aspects de l'argumentaire déployé par les partisans et les opposants à cette réforme. Il s'efforce en quelque sorte de démontrer que les fusions municipales de 2001 étaient la mauvaise solution aux problèmes bien réels que connaît l'agglomération montréalaise. Reprenant un argument utilisé par le politologue Andrew Sancton, qui avait produit une étude sur le sujet à l'invitation de la Ville de Westmount, Trent rappelle l'absence de fusions aux États-Unis dans le dernier siècle et le nombre limité de cas récents au Canada. Utilisant fréquemment la comparaison entre Toronto et Montréal, il rappelle que ces fusions faites sans mandat électoral par des gouvernements idéologiquement aux antipodes l'un de l'autre ont donné des résultats moins que satisfaisants sur le plan économique. Rappelant comment on en est venu à justifier l'exercice par la recherche d'une plus grande équité fiscale, il démontre que cette iniquité était pour le moins relative et explique comment d'autres solutions plus simples auraient pu être utilisées pour s'y attaquer. Alors que les fusions devaient permettre de limiter l'étalement urbain, celui-ci se poursuit de toute façon, surtout au nord de l'île, un secteur qui n'a pas été touché par les fusions. Alors qu'elles devaient permettre de faire des économies d'échelle, les coûts de gestion de la nouvelle ville ont rapidement explosé. Alors qu'elles avaient pour but de réduire la fragmentation politique de la région métropolitaine, elles n'ont pas empêché l'ajout de nouvelles structures ou l'alourdissement de celles qui se trouvaient déjà là. Il est ainsi clair qu'aux yeux de Trent, le principal obstacle à une saine gouvernance de la région métropolitaine de Montréal demeure le gouvernement provincial, et il est difficile de lui donner tort. Depuis les années 1960, Québec n'est pas parvenu à concilier efficacement le développement des régions et celui de la métropole, de trancher à travers la toile terriblement complexe

d'intérêts contradictoires qui traversent la ville-région. Trent fait également état du rôle ambigu que la question linguistique a joué dans le débat. Elle arrive tardivement de part et d'autre, mais colore les débats et envenime la situation.

L'ouvrage n'est toutefois pas sans défauts. D'abord, il est, comme je l'ai signalé, très long. À un ou deux endroits, on retrouve des répétitions qui sont presque du mot à mot, mais, plus généralement, plusieurs éléments reviennent beaucoup trop souvent (par exemple, l'évocation de Boston comme exemple d'une métropole comptant des centaines de municipalités, mais se portant très bien). De plus, si Trent a une très bonne connaissance de la société québécoise et explique bien comment des éléments de ce contexte expliquent certaines des décisions prises par les acteurs en présence, il lui arrive de verser dans des généralisations culturelles un peu simplistes (que reprend et accentue Jean-Claude Marsan dans sa courte préface). L'ouvrage compte également quelques passages qui prêtent à débats. Par exemple, comme le démontre éloquemment l'actualité récente, les petites municipalités ne sont pas, de par leur seule taille, moins propices à la corruption que les grandes, ce que suggère Trent. De même, contrairement à ce qu'affirme l'auteur, l'annexion de Notre-Dame-de-Grâce par Montréal s'est faite avec la complicité de ses élites politico-économiques et Westmount a elle-même considéré sérieusement la possibilité de l'annexer (p. 60).

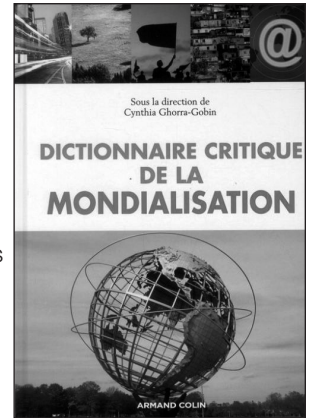
Enfin, à l'échelle de l'ouvrage, ce sont des défauts mineurs qu'on peut aisément pardonner à un ouvrage qui est décrit par l'auteur comme « part history, part opinion and part memoir » (p. 3). Le lecteur y trouvera une mise en récit souvent captivante des événements qui ont secoué la scène municipale montréalaise durant les décennies 1990–2000, par un auteur qui y a occupé une position centrale. Pour l'historien de Montréal, c'est un récit qui permet également d'observer la remarquable constance de l'argumentaire suburbain depuis un siècle.

Harold Bérubé
Département d'histoire
Université de Sherbrooke

Ghorra-Gobin, Cynthia (dir.). *Dictionnaire critique de la mondialisation*, 2^e édition, Paris, Armand Colin, 2012, 645p.

Quoi de commun entre « l'actif toxique » et la « vulnérabilité » ? Précisément un dictionnaire, encadré par ces deux entrées, qui rassemble, par temps d'incertitude et de complexité souvent rappelé par les auteurs, 235 notices reliées à la notion de mondialisation. La première édition renvoyait au pluriel mais n'impliquait pas le terme « critique ». Aussi cette republication revient un peu au même, la critique relativisant ce qui apparaîtrait autrement comme unique et homogène, ce que la mondialisation n'est pas. Mais le fond de cet ouvrage collectif a été transformé avec la disparition de mots, l'apparition d'autres dont une chronique exhaustive aurait été utile et révélatrice d'une dynamique éditoriale.

Adressée particulièrement aux étudiants et à la « société civile », l'entreprise est louable, d'autant que c'est au quotidien que nous sommes aux prises avec des actions, des instruments et leurs conséquences dont on peine à tracer les raisons d'être et qui se trouvent amalgamés dans des méta-notions comme celles de mondialisation ou globalisation. « *Puisque ces mystères me dépassent, feignons d'en être l'organisateur* » écrivait Jean Cocteau, repris plus récemment par François Ascher dans un livre au sous-titre presque éponyme (*Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs, essai sur la société contemporaine*, L'Aube, 2000). Le mérite revient aussi à ce dictionnaire de chercher principalement à éclairer une phase de transition dans laquelle on lit surtout de l'instabilité et des phénomènes inédits. L'introduction de la géographe Ghorra-Gobin est de ce fait stimulante et audacieuse puisqu'il est question d'une quête conceptuelle des changements induits par la mondialisation et de la nécessité de laisser de côté des catégories classiques. Ainsi, par exemple, le remplacement de l'entrée « agriculture » par « sécurité alimentaire » et « impérialisme agricole », notions collant davantage à des problèmes publics que les tiroirs d'une géographie classique qui distinguerait des secteurs d'activités. Mais l'inventivité conceptuelle peine dans l'ensemble à se montrer et les auteurs ne se hasardent pas sur les chemins des néologismes, ce que l'on peut regretter. Les défis de pointer les paradoxes, de chercher à ré-articuler, voire de refonder sont pertinents. S'il est même question d'un projet politique, c'est via l'enjeu de localiser le global au niveau infranational, reconstruire le compromis perdu entre le travail et le capital et réinventer l'universel (p. 9). Cette montée en généralité, à partir des défis que sont la réduction de l'écart entre l'économie globale et des richesses non partagées, l'enjeu de la justice sociale et environnementale et celui de l'articulation entre espaces territoriaux et espaces globaux est pertinente (on peut songer dans cette voie à l'ouvrage dirigé par Jacques Lévy, *L'invention du monde. Une géographie de la mondialisation* paru en 2008 aux Presses Sciences Po) mais l'attente est quelque peu déçue dans la suite.



Pourtant, une grille de lecture est à l'œuvre et s'appuie sur la nécessité de différencier trois processus, à savoir la mondialisation de la société, la globalisation de l'économie et la planétarisation de l'environnement. Certes ces différents systèmes sont en interaction, mais on gagne à ne pas les amalgamer et la différenciation entre métropole mondiale et métropole globale est, à cet égard, intéressante.

Les entrées comportent l'originalité, pour certaines d'entre elles, d'ouvrir une discussion, permettant l'expression d'une problématique, mettant en question un objet (l'aéroport), un courant